

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 538 - 4 avril 1991 - Prix 2,50 F

GILLES GRAVOILLE  
HOMME D'HONNEUR ET DE COURAGE  
S'EST ÉTEINT.  
IL LAISSE BEAUCOUP DE PEINE AU  
CŒUR DES COMMUNISTES ET DE  
TOUS LES AMIS QUI L'ONT CONNU

Hommage page 2

## VERS UNE GRANDE FÊTE DE L'HUMANITÉ

La politique actuelle a fait et continue de faire la preuve de sa nocivité, notre peuple et notre pays en ont besoin d'une autre.

C'est pourquoi, notre ambition, le sens de la politique du Parti Communiste, est de contribuer à faire naître au sein de notre peuple par sa réflexion et son expérience, un projet politique de changement.

Nous avons conscience que cela ne viendra pas spontanément, il faut et faudra lutter pour que les gens reprennent confiance en leur force et dans le même temps, il faudra échanger des idées, débattre, dialoguer pour nourrir sa réflexion.

Les solutions avancées dans notre programme, les

6 propositions pour l'emploi que vient de faire Georges Marchais, permettent d'engager largement ce dialogue, en montrant qu'une autre politique est possible, que pour sa mise en œuvre il est incontournable de donner plus de force et d'influence au P.C.F.

Nous disons le seul moyen de conduire les dirigeants socialistes à revenir à gauche, c'est de mettre en échec leur politique de droite grâce à l'action unie.

Il y a dans notre département des milliers d'hommes et de femmes animés par les idéaux de gauche qui sont aujourd'hui déçus, amers et même certains d'avoir été abusés. En s'adressant à eux, en les

rassemblant dans les luttes telles celles pour la Paix, contre la C.S.G., ou contre la remise en cause des retraites, pour les salaires, l'emploi, pour le logement, l'école, nous créons les conditions d'un vaste rassemblement capable d'imposer une autre politique.

Pour avancer dans ce sens, cela dépend du nombre de gens qui quotidiennement rencontrent des collègues, des voisins, des amis communistes avec lesquels ils peuvent dialoguer, agir et vérifier par l'expérience concrète de la validité de nos idées.

Après le succès du banquet du 70<sup>e</sup> anniversaire du Parti, les 140 adhésions réalisées depuis le début de l'année, tout indique que les

communistes ont des raisons d'être offensifs et ambitieux dans la préparation du grand rassemblement des 18 et 19 mai à Saint-Nazaire.

C'est dans cet esprit qu'il engage aujourd'hui la bataille de diffusion de la vignette en allant à la rencontre de plusieurs dizaines de milliers de gens dans le département.

Vous-même, amis lecteurs, nous en sommes persuadés, vous leur réserverez le meilleur accueil, mais vous pouvez aussi faire plus en contribuant vous-même au succès de ce rassemblement dans votre entourage.

TEILLANT Jean-René  
Membre du Secrétariat Fédéral

## COUPS DE....

### SUITE ET FIN ?

Quelques jours seulement après que n'éclate le scandale du "Festival Atlantique" qui vit son directeur, Pierre Gire, détourner quelques 15 millions de francs en imitant la signature du Président du Conseil Général, M. De Cosse-Brissac, la justice a condamné un autre directeur, à quatre ans de prison.

Pour cette autre affaire, il s'agit d'Eric Schlag-Den-Hauffen, directeur de l'agence de concertation et de coordination des loisirs de la ville de Nantes, sous le municipal de Michel Chauty.

Le Schlag-Den-Hauffen en question, plus modeste, il est vrai, a cependant détourné 2,6 millions de francs du compte de l'association.

Comme quoi certaines associations roulent sur l'or quand d'autres n'ont pour seule richesse que le dévouement de leurs bénévoles et de leurs sociétaires.

\*

\*\*

Encore une affaire qui vient de défrayer la chronique. Elle met en cause un industriel nantais aux multiples sociétés, René Trager, et un promoteur immobilier, Serge de Sinety qui opérait pour la ville de Rezé. Le fameux Trager, parmi ses diverses activités, dirigeait une société de communication spécialisée pour les collectivités locales et a œuvré pour l'association "Villes de Banlieue" que préside le maire de Rezé.

Trager est en prison, inculpé d'abus de biens sociaux, abus de confiance et banqueroute frauduleuse. L'instruction suit son cours.

\*

\*\*

Dans cette fichue société où les "gagneurs" sans scrupules sont adulés, promotionnés, où le "fric" fait force de loi, il serait préférable pour certains de vérifier leurs fréquentations.

... **PIOCHE !**

## APRÈS LE SUCCÈS DU BANQUET DU 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE, UN NOUVEAU RENDEZ-VOUS EST FIXÉ - CELUI DE LA FÊTE FÉDÉRALE LES 18 ET 19 MAI



# HOMME D'HONNEUR ET DE COURAGE, GILLES GRAVOILLE S'EST ÉTEINT

DISCRET, EFFICACE, HUMAIN, IL EST RESTÉ JUSQU'À SON DERNIER SOUFFLE FIDÈLE À SA CLASSE, FIDÈLE À SON PARTI

Sitôt connu le décès de Gilles Gravoille, Gilles Bontemps, secrétaire fédéral, a adressé ses sincères condoléances et celles de la Fédération à l'épouse de notre regretté camarade.

De nombreux messages de sympathie sont parvenus à la Fédération, venant de camarades, amis, organisateurs démocratiques.

La Rédaction des "Nouvelles de Loire-Atlantique", dans ces circonstances douloureuses, adresse à l'épouse de Gilles et à sa famille ses condoléances attristées et leur témoigne toute sa sympathie.



Gilles enthousiaste auprès d'Yves LE CALLO



Châteaubriant 1956 - On reconnaît de gauche à droite: Maurice ROCHER, Gilles GRAVOILLE ceint de son écharpe de député, Georges BATARD, Henri MARTIN et Guy DUCOLORE.

## DERNIER HOMMAGE

**Devant la famille de Gilles Gravoille et de camarades et amis affligés, Gilles Bontemps, secrétaire de la Fédération et membre du Comité Central s'est exprimé ainsi :**

"Chère Anne-Marie, Mesdames, Messieurs, Chers amis, chers camarades,

C'est avec une grande émotion que je veux adresser au nom de la fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, ces quelques mots d'hommage au camarade, à l'ami, au dirigeant que fut Gilles Gravoille.

Impossible en quelques minutes de retracer un engagement et un dévouement d'une telle richesse, je m'en tiendrais donc à quelques moments marquants de son activité.

1931, à 17 ans, il adhère à la jeunesse communiste où il occupe rapidement des responsabilités.

1938, fraiseur aux batignolles, il adhère à la CGT puis au Parti Communiste Français en 1940.

Déjà il assure la liaison

avec les responsables des quartiers des Ponts, de Doulon et de Pont-Rousseau.

Arrêté en octobre 1942 pour son activité de résistant, il est emprisonné à Nantes où il devient responsable du Parti dans la prison.

Envoyé à Fontevreault puis à Blois, il poursuit son activité de résistant comme responsable d'un groupe chargé des évasions.

Il est ensuite déporté à Mathausen où après une tentative d'évasion, il est repris par les allemands, puis libéré par les partisans tchèques en 1945...

A son retour de déportation, il devient membre du Comité fédéral puis succède à Henri Gouge, comme premier secrétaire de la fédération.

En 1951, il devient député, il sera aussi conseiller municipal de Nantes en 1953.

Il a joué un grand rôle dans le combat contre les guerres coloniales et notamment dans le soutien aux 9 de Nantes, tout comme il prit une part active en tant que dirigeant fédéral dans

les grandes luttes du département.

Il restera à la direction fédérale jusqu'en 1974 pour devenir ensuite le président de l'Amicale des Vétérans.

Discret, efficace et humain, il fut de ceux dont le dévouement aux intérêts des gens et du pays était inséparable de la loyauté et de la fidélité à ses idées, à ses amis, à son parti.

Il a ainsi pleinement contribué à faire de notre fédération ce qu'elle est devenue aujourd'hui et beaucoup de camarades s'inspirent encore de son exemple.

Le rôle qu'il a joué comme beaucoup d'autres camarades au service des gens permet aujourd'hui de mieux comprendre pourquoi le Parti communiste français vient de démontrer avec son 27<sup>e</sup> congrès sa capacité à changer sans avoir à se renier bien au contraire.

A toi Anne-Marie qui l'a accompagné dans ce dévouement permanent, à tes enfants et ta famille, je veux vous dire notre fierté d'avoir été des siens et notre volonté de poursuivre dans la voie qu'il a tracé".

## UNE VIE BIEN REMPLIE

Gilles Gravoille est né le 13 novembre 1914 à Nantes.

Très jeune, il entre aux "Batignolles" comme fraiseur.

Les "Batignolles", à l'époque, c'est la citadelle du Mouvement ouvrier.

C'est 1936, mais aussi l'agression de Franco contre la République espagnole.

Depuis 1931, il est membre de la jeunesse communiste, et en devient quelques années plus tard le trésorier régional.

En octobre 1938, avec Pierre Gaudin, il va en Espagne apporter le soutien de la classe ouvrière de la Loire Inférieure.

Puis c'est Munich et la drôle de guerre. Il adhère au Parti communiste en 1940.

Aux Batignolles, la Résistance s'organise. Gilles est des premiers combats.

Dans l'ombre, c'est l'appel à la lutte, au sabotage de la machine de guerre allemande.

De 1941 à 1942, il est responsable de la jeunesse communiste aux Batignolles. Il assure la liaison avec les responsables des quartiers de Doulon, des Ponts et de Pont-Rousseau.

Il est arrêté en octobre 1942. Emprisonné à Nantes, il est responsable du Parti dans la prison.

Il connaît les prisons de Fontevreault et de Blois où il est responsable du groupe pour les évasions.

Il est ensuite déporté à Mathausen. La résistance se poursuit dans des circonstances très difficiles.

Gilles est membre de la direction politique du Parti communiste dans le camp.

Après une tentative d'évasion, il est repris. Le camp sera libéré par les partisans tchèques en 1945.

A son retour, il reprend le combat à la direction du parti communiste français. Il est membre du Comité fédéral.

Militant de la CGT, il devient secrétaire du Comité d'entreprise aux Batignolles.

Avec la direction fédérale, il reçoit Maurice Thorez lors de sa venue à Nantes.

En 1950, il succède à Henri Gouge comme premier secrétaire de la Fédération du PCF.

En 1951, il est élu député de Loire-Atlantique.

On le verra, inlassable, à la porte des entreprises rendre compte de son mandat de député auprès des travailleurs.

En 1953, il est élu conseiller municipal de Nantes.

Gilles avec son Parti lutte

contre la guerre d'Indochine. Il organise la défense des 9 militants lourdement condamnés pour leur action contre la sale guerre.

Il sera de tous les combats de la classe ouvrière de notre département.

A l'Assemblée Nationale, il se bat contre l'extrême-droite.

Il lutte pour la paix en Algérie. En 1962, l'OAS plastique la Fédération du PCF. Il échappe de justesse à l'attentat.

Gilles restera membre de la direction fédérale jusqu'en 1974. Il sera ensuite Président de l'amicale des vétérans de Loire-Atlantique du Parti Communiste.

## CITROËN

Du nouveau chez PSA en ce printemps 91, avec la ZX. Longue de 4,07 mètres, le nouveau modèle dispose d'un système de guidage passif des roues arrière; seuls les constructeurs japonais fabriquent actuellement en grande série des voitures à quatre roues directrices. La ZX est équipée de quatre moteurs du groupe PSA: 1124 cc (55 ch), 1360 cc (75 ch), 1580 cc (89 ch) et 1905 cc (130 ch), ces deux derniers avec une injection électronique. Elle s'affirme déjà comme une redoutable concurrente des voitures moyennes.

Toujours en vedette aussi et en haut de gamme, la XM, luxueuse berline équipée de la fameuse suspension «hydractive» alliant confort, sécurité et parfaite tenue de route. Du nouveau (apparu cet hiver) avec quatre modèles diesel: deux à moteur atmosphérique et deux turbos.

## FIAT

Du nouveau ces derniers mois en gamme moyenne et haut de gamme, avec la TEMPRA et la CROMA BELLISSIMA. Véhicule trois volumes, la TEMPRA est proposée en six versions réparties selon cinq motorisations essence et diesel et deux niveaux de finition, standard et

supérieur (SX). Les trois versions essence sont: la Temptra 1,4 l, 7 CV, 1372 cm<sup>3</sup>, 76 ch CEE, 172 km/h, prix: 66 900 F TTC; la Temptra SX, 1,8 l, 8 CV, 1581 cm<sup>3</sup>, 84 ch CEE, 177 km/h, prix: 83 400 F TTC; la Temptra 1,8 l, i.e. SX, 10 CV, 1756 cm<sup>3</sup>, 109 ch CEE, 190 km/h, prix: 94 700 F TTC. Suivent deux versions diesel, prix non communiqué, de 7 CV, 1929 cm<sup>3</sup>, 65 ch CEE, 162 km/h, uniquement différenciée par le niveau de finition standard et supérieur. Pour finir, la Temptra 1,9 l turbo diesel SX offre l'avantage d'une vitesse de pointe de 178 km/h avec une puissance fiscale de 6 CV, pour une cylindrée équivalente de 1929 cm<sup>3</sup>.

La CROMA retrouve une jeunesse: nouvelle ligne, nouvelle performance, nouveaux modèles, pour un confort de grande classe.

## FORD

En ce printemps, l'ESCORT s'arrondit, avec une nouvelle gamme en versions bicorps 3 et 5 portes, break, cabriolet et utilitaires. Vingt-sept modèles! Les lignes sont plus souples que précédemment. La longueur hors tout a augmenté de 39 mm et la largeur de 44. L'empattement s'est accru de 125 mm, les voies avant de 61 et arrière de 35.

Le CX a progressé de 15% d'où un abaissement des consommations, ce qui est loin d'être négligeable par ces temps de «coups de pompe». A noter également que le hayon descend désormais au niveau des pare-chocs, ce qui facilite les manœuvres de chargement.

Sur le plan mécanique, les derniers moteurs Ford à mélange pauvre, le 1,4 litre CVH et le 1,6 litre CVH à essence, reçoivent le renfort d'un diesel OHC de 1,8 litre. La transmission automatique CTX est disponible sur la version 1,6 litre. Et l'on annonce

l'arrivée d'un modèle 2 litres à double arbre à cames en tête et 16 soupapes de la XR31, et par un turbo diesel de 1,8 litre. Ces moteurs peuvent tous être munis de catalyseurs à trois voies et utilisent tous du super sans plomb.

## OPEL

La VECTRA, dont le succès se confirme, tient toujours la vedette chez OPEL, avec un CX exceptionnel (0,29) et une silhouette qui rajeunit l'image de la marque. De nouveaux moteurs

contribuent à gagner une clientèle nouvelle: 1,4 litre, 1,7 litre diesel et 2 litres 16 soupapes apparaissent tandis que la gamme ira de 1,4 litre à 2 litres. Ce modèle ne manque pas de qualité: coffre vaste, bel espace intérieur, caractère pratique des commandes (parfaitement rationnelles en l'occurrence), économie de carburant, la souplesse des motorisations. Avec une mention spéciale, la Vectra 2000, traction avant et 4x4, équipée d'un nouveau moteur et d'une suspension retravaillée.

(suite page 4)

## Fiesta Success

4 l à 90 km/h\*.

- Moteur 1800 Diesel 60 Ch.
- Boîte 5 vitesses
- 3 ou 5 portes
- Intérieur velours
- Vitres teintées
- Essuie-glace arrière

(Disponible avec motorisation 1.100)

La Passion du Succès

Déjà un million de Fiesta vendues en Europe



Modèle présentée Fiesta "Success" 5 portes A M 91. Consommations Normes UTAC: 1800 D 5.6 l à 120 km/h, 5.8 l circuit urbain, 1100 4.3 l à 90 km/h, 5.1 l à 120 km/h, 5.8 l circuit urbain.

Chez votre concessionnaire:

SOCIÉTÉ AUTOMOBILE DE LA CÔTE D'AMOUR

ST-NAZAIRE, 79, route de la Côte d'Amour - Tél. 40.70.44.10

Pour plus d'informations:

3615 FORD

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



## CHEZ CITROËN (SAINT-NAZAIRE)

CITROËN ZX SE MET EN QUATRE POUR VOUS SEDUIRE.



RENDEZ-LUI VISITE.



Je suis classique, tu es sportif, il est fantaisiste... Nous sommes tous différents! C'est pour cela que Citroën a créé la collection CITROËN ZX. De la Reflex à l'Avantage et de l'Aura à la Volcane, la

CITROËN ZX s'est mise en quatre pour plaire à chacun de nous.

Alors venez vite découvrir les différentes personnalités de la CITROËN ZX et essayez celle qui a été pensée pour vous.

*l'automobile comme vous l'entendez.*

CITROËN ZX

CITROËN SONADIB Concession

Etoile du matin - Voie express de Pornichet  
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.53.40.40

## AVANT DE CHANGER DE VOITURE...

Statistiquement, on vend la plupart des voitures lorsqu'elles ont trois ans, et elles vont en moyenne à la ferraille au bout de huit à dix ans et après 130 000 à 150 000 km (encore selon la puissance et la marque).

Donc, si votre voiture a par exemple cinq ans et 60 000 km (usage familial), si vous jugez qu'elle consomme trop d'huile, qu'elle a besoin d'une nouvelle batterie et d'un nouveau jeu de pneus, que se décèlent ça et là quelques «bruits», vous avez sans doute intérêt à envisager de vous en séparer.

Cela n'est cependant pas absolu, car au moins connaissez-vous mieux votre voiture que celle que vous allez acquérir. Aussi, les spécialistes vous soumettent-ils ces quelques réflexions:

— le coût de l'entretien de votre voiture dépasse-t-il ce que vous pouvez raisonnablement lui consacrer?

— a-t-elle besoin de réparations importantes pouvant atteindre ou dépasser le quart de sa valeur actuelle?

— répond-elle toujours à vos besoins réels?

— avez-vous des doutes sur la

(suite page 4)

# 6 JOURS MIEUX



**SÉRIES POP  
A PARTIR DE 37 800 F**

La Panda à 37 800 F, la Uno à 44 900 F et la Tipo à 59 900 F. 3 séries à l'exceptionnel rapport équipement/prix (prix 01.02.91 AM 91).

**DIESEL ET TURBO DIESEL**

Uno, Tipo, Tempra et nouvelle Croma - une superbe gamme de 23 modèles à partir de 60 300 F (prix au 01.02.91 AM 91).

**CRÉDIT 10,9%  
SUR LA GAMME DIESEL**

Crédit 12 mois. Exemple pour 10 000 F: 12 mensualités de 863,35 F (hors assurances facultatives). Coût total du crédit: 600,20 F. Coût total de l'opération: 10 600,20 F. T.E.G. 10,9%. Sous réserve d'acceptation du dossier par Fiat Crédit France. Offre valable jusqu'au 30 avril 1991. Fiat Crédit France finance votre Fiat.

**REPRISE 5 000 F.T.T.C.**

Pour tout achat d'une Fiat neuve, reprise 5 000 F.T.T.C. ou plus si son état le justifie de votre ancienne voiture roulante (carte grise à votre nom depuis au moins 6 mois). Offre réservée aux particuliers.

**PCN**

Etoile du matin - Voie rapide de Pornichet  
44600 ST-NAZAIRE - Tél. 40.53.57.34 + lignes groupées

Le moteur 16 soupapes offre en effet un rendement très élevé: 4 soupapes par cylindre, c'est plus de couple, donc plus de puissance. Le deux litres de cylindrée de 150 CV reste cependant souple sur une vaste plage de régime utile. Exemple: en quatrième, la Vectra 2000 16 CV à roues avant motrices passe de 40 km/h à 100 km/h en ... 14"5.

Et rappelons que le garage Bodet-Opel de Saint-Nazaire est désormais transféré route de la Côte d'Amour, face à l'hypermarché Rallye!

## MITSUBISHI

La grande marque japonaise est désormais présente à Saint-Nazaire grâce au Garage Dumas. Une gamme 91 très étoffée, parmi laquelle on remarque le Lancer Hatchback 1500 GLXi - 5 portes - Moteur 4 cylindres 12 soupapes - Cylindrée 1468 cm<sup>3</sup> - 7 CV - 66 kW - 90 Ch (DIN). Pot catalytique - Direction assistée - Vitres teintées électriques - Verrouillage central - Alarme - Radio-cassettes stéréo - Rétroviseurs électriques - Vitesse maximum sur circuit 170 km/h - Consommations UTAC à 90 km/h: 5,5l; à 120 km/h: 7,5l;

en cycle urbain: 8,5l. Garantie 3 ans ou 100 000 km.

## RENAULT

C'est une grande nouveauté printanière que nous propose la Régie, avec une nouvelle ESPACE = une ligne plus moderne, un CX à la pointe de la perfection, un nouveau moteur et de nouvelles performances, sans omettre le confort, déjà atout essentiel de ce modèle, et qui se surpasse cette fois encore. Mais n'oublions pas pour autant la petite Clio, une «compact» de 1,73 m de longueur habitable offrant un coffre de 265 dm<sup>3</sup>, une très bonne aérodynamique de 0,32 ou 0,33 suivant les versions des moteurs récents qui optimisent le couple infernal «performances/consommation». Clio possède un confort d'une suspension qui pardonne presque tout. Plaisir d'un tel haut de gamme chez les petites. Plaisir d'options type ABS d'ordinaire réservées aux «grandes». De sièges vraiment confortables, bien dessinés, calant le dos. D'une radio réglable au volant, des deux rétros de série... réglables électriquement, des vitres avant électriques, des ceintures réglables

en hauteur, d'une planche de bord bien dessinée. Plaisir de performances qui la situent parmi les premières de sa classe.

## WOLKSWAGEN AUDI

Nouvelle POLO pour le printemps, avec un aérodynamisme affiné, une nouvelle ligne à l'extérieur et à l'intérieur, des moteurs plus puissants et plus économiques, ainsi qu'un châssis-suspension optimisés. Le Cx a été amélioré de presque 10%. Les phares et les clignotants sont intégrés de façon optimale dans la carrosserie et l'adoption de plus grands projecteurs améliore de 17% la portée des feux de croisement. Le tableau de bord offre une instru-

mentation à bonne lecture. Notons une branche et à la tenue de route, cette en deux versions, Polo deux nouvelles 1272 cm<sup>3</sup> es 78 ch, un 1.6 ch. Dès le début de la chaîne, le 1.6 suralimenté G qui délivre un avantage par rapport à la version 1.6. Le 1.6 G qui délivre un avantage par rapport à la version 1.6. Le 1.6 G qui délivre un avantage par rapport à la version 1.6. Le 1.6 G qui délivre un avantage par rapport à la version 1.6.

**BRETAGNE CAR**  
TÔLERIE  
PEINTURE A  
RÉPARATIONS  
TOUTES MARQUES  
PARE-BRISE  
MARQUAGE ANTI-VOL  
117 RUE HENRI  
44600 SAINT NAZAIRE  
Tél. 40.22.43

# Certaines offres sur le Diesel se différencient par un petit détail.



**POLO Diesel "Spécial" 58.500 F\***  
**GOLF Diesel "Spécial" 73.500 F\***  
**PASSAT TD "Spécial" 101.500 F\***

Profitez vite des séries limitées diesel que vous propose Volkswagen actuellement: tout d'abord parce que leurs prix sont exceptionnels. Ensuite, ce sont des Volkswagen et c'est cela qui change tout. Et enfin parce qu'il s'agit de séries limitées...

\*Polo Coach Diesel "Spécial" 48 ch/35 kW. Golf Diesel "Spécial" 2 portes 54 ch/40 kW. Version 4 portes à 76.500 F. Passat Turbo Diesel "Spécial" 80 ch/59 kW AM 91. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.



**Volkswagen. C'est pourtant facile de ne pas se tromper.**

**S.A. Garage MOISON**

60, rue de la Ville-Halluard  
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.30.30



## AVANT DE CHANGER DE VOITURE...

sécurité qu'elle offre, même si vous la faites régulièrement vérifier?  
Si vous répondez «oui» à l'une de ces questions et à plus forte raison à plusieurs, alors n'hésitez pas et envisagez de changer de voiture.

antécédents, l'état de la voiture, l'assurance (une assurance plus chère) et le prix d'achat.

**LE PRIX DE REVIENT**  
Les principaux postes de dépenses sont:  
L'ASSURANCE. Au tiers obligatoire contre le vol et l'incendie, facultative ainsi que l'assurance des passagers et les polices «tierce collision» et «tous risques».  
Les tarifs varient selon l'âge de l'assuré, son lieu de domicile, ses

LA DÉPENSE ANNUELLE perdent en valeur chaque année, les modèles, plus ou moins chers que cette perte représente même l'année, 40 à 45% de la valeur d'achat. Il est donc conseillé de déprécier de

## CONDUITE EXEMPLAIRE

**Femmes au volant**  
Bravo mesdames, vous êtes citées en exemple par les compagnies d'assurances automobile. Vous respectez le Code de la route, vous ne buvez presque jamais avant de prendre le volant. Résultat: vous ne représentez que 6% des condamnations pour

alors que vous êtes des conductrices au fait, mesdames, les compagnies d'assurances elles la n'ont pas condamnée?

**Pour l'achat de votre prochaine voiture, une seule adresse: L'ANNONCEUR DES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE**

...sez complète et de  
...ssi le petit volant à  
...bien agréable à l'œil  
...Toujours polyvalente  
...petite est proposée  
...ions de carrosserie 3  
...et Polo coach, avec  
...les mécaniques : un  
...ence à injection de  
...98 cm<sup>3</sup> diesel de 48  
...but de l'année pro-  
...72 cm<sup>3</sup> essence sera  
...par le compresseur  
...ra 115 ch. Le princi-  
...de ce compresseur,  
...turbo, est qu'il réa-  
...ement dès les régi-  
...faibles. La «fourmi  
...erait alors de 0 à  
...1 8,6 secondes et  
...sur circuit les  
...pointe pour une  
...on moyenne de 7  
...km.

**CROSSERIE**  
...U FOUR  
...GAUTIER  
...ZAIRE

**ANGER**  
...suite)  
...usage et la puis-  
...sance.  
...nce tous risques (la  
...représente 20 à 25%  
...et neuf par an.

**PRECIATION**  
...Les automobiles  
...ron 15% de leur  
...année. Mais selon  
...les dépréciations sont  
...grandes. La revue  
...fait autorité estime  
...de la revente repré-  
...5 à 35% la première  
...5% la suivante, pour  
...% cinq ans après  
...noter que ce sont les  
...us luxueuses qui se  
...vantage.

**IRE**  
...nfraction au Code  
...s représentez 30%  
...urs habituels. Mais  
...dames, les compa-  
...ance vous rendent-  
...onnaie de votre

**rochaine**  
...se :  
...UR  
...LES  
...TIQUE

# MITSUBISHI Japan Days



**VENEZ DÉCOUVRIR LA NOUVELLE GAMME MITSUBISHI 1991**

**LANCER HATCHBACK 1500 GLXi**

**GARANTIE 3 ANS** ou 100.000 km

**79 600 F**



Lancer Hatchback 1500 GLXi - 5 portes - Moteur 4 cylindres 12 soupapes - Cylindrée 1468 cm<sup>3</sup> - 7 CV - 66 kW - 90 Ch (DIN) - Pot catalytique - Direction assistée - Vitres teintées électriques - Verrouillage central - Alarme - Radio - cassettes stéréo - Rétroviseurs électriques - Vitesse maximum sur circuit 170 km/h - Consommations UTAC à 90 km/h : 5,5 l ; à 120 km/h : 7,5 l ; en cycle urbain : 8,5 l - Garantie 3 ans ou 100 000 KM. \*Prix TTC clés en main. Tarifs au 17/10/90.



Votre concessionnaire : **Garage DUMAS** (ancien concessionnaire LADA)  
98, ROUTE DE LA CÔTE-D'AMOUR - TEL. 40.70.08.99 - ST-NAZAIRE

## CORSA LIBERTY C'EST TOUT TOI!



**SÉRIE LIMITÉE**

Ma Corsa Liberty c'est tout pour moi : toit ouvrant électrique géant, vitres teintées, appuis-tête réglables. C'est une vraie Corsa, fidèle à sa réputation, robuste et fiable. Alors, à nous la Liberty.

MINITEL 36.14 OPEL. CARTE OPEL AUREOLE



UNE MARQUE DE GENERAL MOTORS, 1<sup>er</sup> CONSTRUCTEUR MONDIAL.

**S.A. J. et B. BODET** - Concessionnaire OPEL

Atelier et Service Vente : 299, route de la Côte d'Amour  
44600 ST-NAZAIRE - Tél. 40.00.98.00 - R.C. B 303 601 389

## L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE BRETONNE ET LE PARTI COMMUNISTE

L'action menée par Michel François, Président de l'Association des Parents d'Elèves de Loire-Atlantique pour l'enseignement du breton amène le Parti Communiste à rappeler sa position concernant l'enseignement de la langue bretonne.

Depuis de nombreuses années, les communistes, par la voix de leurs parlementaires, ont exprimé leur position en déposant plusieurs propositions de lois sur l'enseignement des langues et cultures de France. Toutefois, aucun des gouvernements qui se sont succédé depuis une quinzaine d'années n'ont accepté que cette question soit discutée à l'Assemblée Nationale.

Ce sont des choix politiques qui font qu'aujourd'hui, l'enseignement du breton n'est pas effectué par des professeurs titulaires.

Les langues et cultures, historiquement liées à une dimension territoriale de la France, sont des réalités vivantes malgré les chocs qu'elles ont subis depuis un siècle. La diversité des langues et des cultures est une spécificité nationale et leur renouveau contribuera à donner un contenu enrichi à l'unité des cultures et langues de France.

L'enseignement des langues de France et cultures régionales doit être considéré comme un élément du dispositif général du système éducatif dont le caractère unitaire doit être préservé. L'enseignement de la maternelle à

l'université doit être facultatif, optionnel et de droit.

C'est à l'Etat que revient d'organiser les enseignements de langues et cultures régionales. L'appareil de formation public doit prendre ses responsabilités en conférant à ces enseignements un véritable statut dans l'éducation nationale.

La région doit avoir la responsabilité de définir une politique culturelle articulant étroitement la dimension nationale de la culture avec la promotion de tout ce qui constitue la spécificité de la région.

La politique culturelle menée dans notre pays entraîne conjointement le recul du français comme langue internationale, l'insertion de la France dans le marché des produits sous-culturels dominé par le modèle américain et l'étouffement des richesses culturelles et linguistiques de France.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français exige donc des moyens pour l'enseignement de la langue bretonne dans le département dans le cadre des luttes menées pour une école de l'Egalité, de la Qualité de la démocratie.

## EAU : LE LAMPISTE PAIERA !

Les consommateurs, les communes rurales, les agriculteurs menacés de payer pour des années d'absence d'une grande politique de l'eau en France.

Les Assises Nationales de l'Eau se sont tenues il y a deux semaines en présence de sept ministres.

Alors que s'étale une carence évidente dans la politique de l'eau, tant au niveau de la quantité (nous l'avons encore vu l'an dernier) que de la qualité des eaux servies, les ministres se sont bornés à un constat mais surtout pas la moindre auto-critique : c'est plus facile !

En revanche, ont été clairement désignés ceux qui doivent faire les frais de la nouvelle loi sur l'eau : les consommateurs, les communes rurales, les agriculteurs.

**LES CONSOMMATEURS :** augmentation de 10 % de la redevance existant déjà pour "financer une agriculture plus écologique" dans les périmètres de captages d'eau.

Le ministre Lalonde a parlé d'une augmentation de 50 % du prix de l'eau (mais certains officieusement évoquent un doublement dans les cinq ans) pour financer les équipements nécessaires.

**LES COMMUNES :** les ministres de l'Environnement des douze

pays de la C.E.E. viennent d'adopter une directive faisant obligation à toutes les communes de "s'équiper afin de traiter les eaux usées". Qui va payer ces investissements, sans aucun doute nécessaires, mais qui vont peser lourds dans le budget de nos milliers de communes rurales concernées : l'Etat ? Peut-être un peu, mais surtout les contribuables.

**LES AGRICULTEURS :** en dénonçant les méfaits d'une "agriculture intensive", Brice Lalonde propose d'insérer une taxe sur les nitrates, calculée en fonction des engrais azotés utilisés.

Et tout le monde paiera ! Les premières simulations montrent une fourchette de taxes allant de 400 francs à l'hectare pour "l'agriculteur pollueur" à 12 francs à l'hectare pour "l'agriculteur écologique". Curieuse manière d'aider l'agriculture.

Quant aux sociétés industrielles qui réalisent de formidables profits sur l'eau (860 millions de francs de dividendes ont été distribués aux actionnaires en 89), il n'en a pas été question. Simple oubli sans doute.

# LE 10 AVRIL 1991, DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ESPACE... ET REVIVEZ TOUTE L'AVENTURE DE LA PLUS CONVIVIALE DES RENAULT



**RENAULT Saint-Nazaire** (votre concessionnaire)  
Centre Automobile de l'Etoile  
Voie express de Pornichet - Saint-Nazaire - ☎ 40.70.35.07

**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE

## AGGLOMÉRATION NANTAISE VERS UN DISTRICT A FISCALITÉ PROPRE EN ATTENDANT LA COMMUNAUTÉ DE VILLE...

Les élus socialistes qui détiennent la majorité au SIMAN ont voté la transformation de celui-ci en district.

Un long débat a marqué la séance où seuls les élus PS ont défendu le district.

L'intervention des élus communistes depuis des semaines a influé le débat, celui-ci portant plus sur les questions de fond.

Le premier vice-président du SIMAN devant même concéder publiquement que le district ferait très vite place à une communauté de ville.

Joël Busson ayant rappelé la position des Communistes indiquait : "nous refusons que ce projet ne soit qu'une étape dans l'application de Loi Joxe, son cheval de Troie en quelque sorte".

M. Jacques Lemoignon de Nantes situait parfaitement la logique du district en défendant son positionnement dans celle de l'intégration européenne.

A contrario, cette démonstration confirme le bien fondé de nos préoccupations, et l'analyse des élus communistes se confirme déclarait Joël Busson, qui y voyait une raison de plus pour les com-

munistes de se tourner encore davantage vers la population dans chaque commune, de lui montrer les enjeux véritables et de l'inviter à se prononcer et à agir.

Car avec le district, il s'agit bien d'une recentralisation de fait. Elle n'est ni moderne, ni efficace. L'expérience allemande est loin d'avoir les effets positifs annoncés".

Il rappelait notre attachement à l'autonomie communale et à la coopération intercommunale, et notre conception d'une réforme dynamique de la fiscalité locale, défendant la démocratie locale et le rôle des élus, il regrettait que la voie prise allait encore éloigner les citoyens des centres de décision en les sollicitant encore plus au travers des impositions locales.

Demandant une consultation dans chaque commune, les élus communistes refusant de voter le projet s'abstenaient "afin de manifester leurs préoccupations et réserves et également leur volonté d'accomplir en toute loyauté leur mandat dans chaque commune et au niveau de l'Agglomération.

## POUR L'AVENIR DES RETRAITES, GRAND RASSEMBLEMENT RÉGIONAL PLACE DU COMMERCE À NANTES

### SAMEDI 13 AVRIL 1991 À 15 HEURES

Une étude sur la question des ressources nécessaires au financement des retraites reconnaît qu'il suffirait d'un progrès de productivité de l'ordre de 0,5 % par an pour compenser le manque à gagner induit par la diminution relative du nombre des actifs et satisfaire au surcoût provoqué par l'augmentation tout aussi relative du nombre de retraités. Une véritable politique en faveur de l'emploi serait donc déjà un début de solution.

Casser l'industrie, liquider l'agriculture conduisent à remettre en cause le droit à la retraite. C'est pour cela que cette question nous concerne tous et que les manifestations du 13 avril, qui auront lieu dans toute la France, verront la participation de tous ceux

qui ont à cœur la défense de la protection sociale.

Depuis la Libération, le système de retraite français repose sur le principe dit de la solidarité et de la répartition : les pensions versées aux retraités sont financées par les cotisations prélevées sur les salaires des actifs, les enfants payant en quelque sorte les retraites de leurs parents. C'est la solidarité entre générations.

Le premier ministre, le ministre des finances, le président du syndicat des patrons sont d'accords pour remettre en cause ce système qui a pourtant fait ses preuves. Ils veulent le remplacer par l'épargne individuelle à la grande joie des banques qui vont s'enrichir avec cet argent.

## DRÔLE DE MINISTRE DE LA SANTÉ !

Dimanche dernier, sur les ondes de RMC, Bruno Durieux, ministre de droite, délégué à la santé, a estimé, concernant l'hôpital, que "quand un service n'est pas utile, il faut le fermer", citant l'exemple de maternités pratiquant moins de 300 accouchements par an. Il entend ainsi rayer de la carte toute une série d'hôpitaux de proximité, au mépris des besoins des populations qui refusent d'avoir à effectuer des trajets considérables pour bénéficier du droit la santé. Evoquant le chiffre de "60 000 lits d'hôpitaux entrop", Bruno Durieux s'est également prononcé pour la reconversion des "hôpitaux dont l'activité baisse" en structures d'accueil médico-sociales pour les handicapés ou les personnes âgées dépendantes.

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE  
PUBLICITE"  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 Nantes  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, G. GRAVILLE,  
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS  
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36.  
REDACTION : Tél. 40.89.72.28.  
TELECOPIE : 40.48.65.76.  
Imprimerie Commerciale  
32, bd Laënnec - RENNES  
C.C.P. n° 52 987

## 1991 : LES MOYENS FINANCIERS D'UN NOUVEL ÉLAN

GRANDE SOUSCRIPTION POUR LE PARTI ET LA PRESSE COMMUNISTE

\*

\*\*

**LES MEMBRES DU COMITÉ FÉDÉRAL DE LOIRE-ATLANTIQUE ONT DÉJÀ VERSÉ OU SE SONT ENGAGÉS À VERSER. ILS APPELLENT TOUS LES COMMUNISTES ET AMIS À CONTRIBUER AU SUCCÈS DE CETTE GRANDE INITIATIVE POUR RÉPONDRE AUX COUPS TOUJOURS PLUS DURS QUE LES ADVERSAIRES DU PARTI COMMUNISTE NE CESSENT DE LUI PORTER ET POUR COMBATTRE LES RAVAGES DE LA DÉSINFORMATION.**

• BONTEMPS Gilles et Chantal	1 000 F	• GUILLE Marcel	300 F	• ROBERT Paul	700 F
• BOURMAUD Patrice	200 F	• JUSTY Marc	500 F	• ROCHER Gaby	500 F
• BOUTET Michel	400 F	• LEON Didier	700 F	• ROCHER Maurice	500 F
• BUSSEUIL Pascale	500 F	• LEROY Mado	200 F	• ROQUET Bernard	600 F
• BUSSON Joël et Annie	1 000 F	• MAGRE René	500 F	• SALOMON J.-Claude	1 000 F
• CHAZAL Alain	450 F	• MARTIN Jean-Yves	750 F	• TEILLANT Jean-René	600 F
• CHENEAU Yannick	600 F	• MICHELET Maurice		• TESSIER Jean-Claude	500 F
• CONSTANT Claude	650 F	• MOREAU Philippe	500 F	• TEXIER Guy	400 F
• CORPARD Joël	700 F	• MORINIERE Patricia	700 F	• TRARIEUX Catherine	300 F
• DOUSSIN Serge	500 F	• PERRAUDEAU Jean et Suzanne	1 000 F	• VERGNAUD Jacqueline	500 F
• FAVREAU Christian	100 F	• PICAUD Michèle	450 F	• VINCE Yann	600 F
• GERGOIN René	600 F	• POTEL Danielle	200 F	<b>Membres de la C.C.F.</b>	
• GOUTY Michel	600 F	• RATTIERE Véronique	200 F	• JACQUES Guy	500 F
• GUILBAUD René	600 F	• RASTEL Gérard	500 F	• ROUSSEAU Jacques	500 F
		• RICA Michel	600 F	• TILLARD Philippe et Patricia	1 000 F

## Je verse

*Pour donner au Parti communiste français et à sa presse*

Les moyens d'expression et d'action contre les injustices pour une société démocratique, socialiste, dans un monde de justice, de liberté et de paix

NOM ..... Prénom .....

ADRESSE .....

SOMME VERSÉE .....

Libellez votre chèque à l'ordre de Gilles BONTEMPS - 41, rue des Ollvettes - 44000 NANTES

## ÉTRENNES DE LA FÉDÉRATION 4e liste bis - Arrêté au 19 mars 1991

<b>NANTES</b>	600 F - André Marrast	200 F	500 F.
Cellule Frachon : cellule	Cellule Thorez (Boissière)		
500 F - C.D.H. 200 F - J.M.	675 F.		<b>SAINT-SÉBASTIEN</b>
Oliva 100 F - Pierre Briand			Cellule Billoux 340 F -
100 F - Albert Le Saux 100 F			C.D.H. 300 F.
Cellule Robespierre-Audin	<b>SAINT-NAZAIRE</b>		
(PTT) 200 F - Cellule Chau-	Cellule Tenine 40 F - M.		
vin 1 000 F - Cellule Le Paih	Rousseau 20 F.		<b>SAINT-HERBLAIN</b>
1 000 F - Madeleine et Henri			M. et Mme Guillerot 150 F.
Goic 200 F - Cellule Gorki	<b>BASSE-LOIRE</b>		
45 F - J. et J. C. Salomon 200	Cellule Thorez (Saint-		<b>PRESQU'ILE</b>
F - Yves Morinière 200 F - S.	Etienne de Montluc) 300 F.		<b>GUÉRANDAISE</b>
et J. Foucher 100 F - Cellule			Serge Baron 200 F - Cellule
Roisnet - assemblée populaire	<b>REZÉ</b>		Marcel Paul 200 F - C.D.H.
	Andrée Carteau, vétéran		200 F.

## CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE Congrès de l'U.F.I.C.T. - C.G.T.

La guerre du Golfe n'a pas freiné l'expression revendicative des ingénieurs, cadres, techniciens et administratifs des Chantiers de l'Atlantique.

Ainsi peut se résumer le Congrès de l'U.F.I.C.T. - C.G.T. de cette entreprise qui s'est tenu le 22 mars dernier à Saint-Nazaire.

Après les deux grands conflits de 1988 et 1989, ces syndiqués ont bien mesuré les acquis résultant de ces luttes.

**Salaires :** 600 F, 800 F et plus d'augmentation, soit parfois la moitié de la revendication des 1 500 F.

**Classifications :** une nouvelle grille a vu le jour qu'il faudra appliquer et faire fructifier car elle ne correspond pas entièrement aux qualifications nécessaires à la mise en œuvre des technologies nouvelles et à la formation permanente qu'engendre ces technologies.

**Economie :** 20 millions d'heures de travail obtenues, ce qui fait vivre le chantier en perpétuelle surcharge, alors que de 1978 à 1985, le chômage partiel, les réductions d'effectifs étaient à l'ordre du jour.

C'est aujourd'hui d'embauches massives qu'il faut parier. Entre 2 000 et 3 000 personnels extérieurs dans le chantier, parmi lesquels une permanence de 200 techniciens, justifient cette orientation.

Ces conflits ont également changé le climat social de l'entreprise. D'aucune négociation dans le passé, on est, aujourd'hui, à des négociations tout azimut et permanentes.

Celles-ci règlent-elles les problèmes des salariés ?

Pas entièrement, à l'image de

l'intéressement qui ne répond en rien aux problèmes des salaires et des qualifications, mais représente malgré tout un plus pour les salariés.

A l'image de ce débat sur l'intéressement, l'U.F.I.C.T. - C.G.T. a la volonté de faire vivre en grand la démocratie : débat des syndiqués, analyses, propositions ; le syndicat donne une opinion, mais ce sont les salariés concernés par le sujet qui décident. C'est ce qui s'est passé sur le problème où 60 % des salariés ont exprimé leur volonté de signature d'un tel accord. Où, également, 95 % du personnel des bureaux d'études sur l'horaire variable que le syndicat a signé.

En ce sens, l'U.F.I.C.T. a la volonté d'aller toujours au plus près des catégories : les administratifs, les techniciens-dessinateurs, les agents de maîtrise, et aussi les ingénieurs et cadres, car la part de ces salariés est grandissante dans la répartition des effectifs, ce qui traduit une qualification en constant progrès dans l'entreprise. Il faut donc la payer.

Etre au plus près, c'est être proche de leurs aspirations, leurs problèmes, pour faire grandir ensemble leurs revendications, les faire aboutir. On ne peut éternellement construire des bateaux à haute technicité en jouant l'industrie contre les hommes. Ce que patrons et gouvernements ont concédé après les luttes, ils tentent de le récupérer en accélérant la politique d'intégration, d'individualisation. A l'inverse, c'est le collectif de travail qui construit, dans le même élan, le social et l'industrie.

C'est la volonté de l'U.F.I.C.T. de construire cela.

## UN CONTRE-SENS MORAL

Les "Nouvelles de Loire-Atlantique" ont parlé d'un livre : "Journal d'un Honnête Homme", (mémoire d'un traducteur interprète nantais pendant la guerre), qui apporte des précisions utiles sur les fusillés communistes de 1943 (\*).

Il est bon qu'un tel livre ait paru. Il est bon que son présentateur qui ait pris de la distance par rapport à l'auteur de ce "Journal". Car le dénommé Dumeril fut, pendant la guerre, interprète aux ordres du Préfet de Nantes, c'est-à-dire qu'il faisait partie de l'appareil de répression pro-nazi. Or, ce type (car il a été "typique" de ce que notre camarade, le poète Eluard, disait : "un petit nombre d'intellectuels français s'est mis au service de l'ennemi"), ce type donc, n'avait pas été désigné d'office pour faire ce travail, mais professeur d'allemand. Il avait librement choisi de collaborer au sens strict du terme.

Le titre du livre présenté par J. Bourgeon "Journal d'un Honnête Homme", sans aucun signe d'ironie, est tout à fait faussé pour parler d'un universitaire qui n'a pas désavoué les fusillades : il n'y a là ni sociabilité, ni morale, comme le veut, depuis trois siècles, l'expression "honnête homme".

La valeur morale et humaniste est du côté d'un autre professeur agrégé d'allemand, Jean de Neyman, communiste qui mourut devant un peloton nazi, 57, rue Michel Ange à Saint-Nazaire.

Régis ANTOINE

(\*) Editions Albaron, THONON

## L'UFF PROTESTE

L'Union des Femmes Françaises de Saint-Nazaire s'indigne de l'attitude révoltante de la directrice du Centre Thalgo de La Baule qui, en renvoyant Mademoiselle Raffin en raison de son handicap physique a atteint la dignité de cette jeune femme.

L'U.F.F. mettra tout en œuvre pour apporter son soutien à Mademoiselle Raffin et exiger sa réintégration.

\*

## LE SECOURS POPULAIRE CONSACRÉ "GRANDE CAUSE NATIONALE"

Le Secours Populaire vient d'être consacré "grande cause nationale". Ce n'est que justice si l'on pense au travail d'aide, de solidarité apporté par cette association.

Ainsi est reconnu le rôle social éminent joué par cette organisation, champion du bénévolat qui compte 705 000 adhérents.

L'année dernière, 30 millions de paniers repas ont été distribués. 7 000 familles ont accueilli des enfants en vacances.

Au-delà des frontières, c'est l'aide apportée lors de catastrophe ou la solidarité auprès des pays les plus pauvres de notre planète avec en plus toujours l'idée de résoudre les problèmes en créant les conditions nécessaires à l'auto-suffisance.

Une certaine idée de l'activité humanitaire qui se caractérise par la volonté de faire retrouver à tous la dignité dans la participation.

\*

## BÂTIMENT : LES SALAIRES AU BAS DU MUR

Suite à la nouvelle grille de classifications, signée entre le patronat du bâtiment et les autres syndicats, la CGT met en garde. "Si, dit-elle, dans l'immédiat il n'y aura pas de baisse sur les salaires, celle-ci viendra par la suite, car les augmentations ne suivront pas tant que le salaire sera supérieur à la nouvelle classification. Certains reculent déjà de deux ou trois catégories".

La CGT du bâtiment revendique : "véritable revalorisation de la profession, passant par une reconnaissance professionnelle et un salaire se détachant du SMIC et progressant en fonction de l'expérience, de l'ancienneté et des responsabilités. Actuellement, on paye le poste mais pas les compétences de l'homme".

\*

## PAYS-DE-LOIRE

Hausse du chômage en Pays-de-Loire de 1,9 % en données corrigées, sur janvier 1991. Soit une augmentation de 4,4 % en un an.

## AGISSANT EN COOPÉRATION ÉTROITE AVEC BRUXELLES, LE MINISTRE DE LA MER VEUT LIQUIDER 1 000 BATEAUX DE PÊCHE D'ICI À LA FIN DE L'ANNÉE

## PLAN PÊCHE : MELLICK s'aligne...

Limitation de puissance motrice, permis de mise en exploitation, construction navale en difficulté, la pêche artisanale qui concerne particulièrement la Région des Pays de Loire est en effervescence et surtout en pleine inquiétude.

Les marins pêcheurs, les responsables et personnels des Chantiers Navals, expriment leurs craintes avec amertume.

Déjà, après les premières mesures en 1987-1988, les professionnels de la mer estimaient que le Ministère assistait en simple spectateur aux orientations négatives de Bruxelles.

Alors que le déficit de la balance commerciale des produits de la mer ne cesse de s'aggraver et de dépasser la barre des 10 milliards (+ 13 % par rapport à 1989), le Ministre s'aligne sur les décisions de la C.E.E. et son plan pêche prévoit la disparition de 10 % de la puissance en 1991, alors que la Direction Centrale des Pêches avait suggéré la sortie de 2,7 % de la puissance française.

Dans le même temps, Mellick décide d'imposer aux collectivités locales, Région et Département, de ne plus aider à la construction ou la modernisation des bateaux de pêche.

Avec cette disposition, ce sont environ près de 50 bateaux qui seront mis en cause et mettront en difficulté les petits chantiers de notre région des Pays de Loire.

Ainsi, l'action de la Région des Pays de Loire qui avait su mobiliser les partenaires sociaux du monde maritime pour valoriser ses atouts du littoral atlantique ne pourra se poursuivre.

Outre les problèmes d'emploi pour les marins-pêcheurs, ce sont des dizaines d'emplois connexes qui sont menacés (construction navale, mécanique navale, etc).

Décidément, le gouvernement socialiste et son ministre M. Mellick, brade l'économie nationale, non seulement ils souscrivent aux Directives Européennes mais encore accentuent pour la France les conséquences désastreuses de la politique européenne.

Pour notre part, nous entendons poursuivre notre action contre cette politique de casse et mise en cause de l'appareil de production de la pêche artisanale.

C'est bien de l'aspect supra-national des décisions de Bruxelles et de la C.E.E. qu'il s'agit.

Hier, le Gouvernement de la France se plaçait sur le porte bagage américain dans la guerre du Golfe. Aujourd'hui, c'est le petit doigt sur la couture du pantalon. Non décidément, nous ne pouvons leur faire confiance. Il est temps d'agir pour une autre politique conforme aux intérêts du monde de la pêche et de la France.

Jean-Louis LE CORRE  
Conseiller Régional



## LE PLAN MELLICK PAR LE MENU

Près de 1 000 bateaux de pêche, âgés de plus de dix ans, devront, d'ici à la fin 1991, aller à la casse, être vendus à l'étranger ou aller pêcher en dehors des eaux communautaires. Telle est la principale mesure annoncée le 13 mars dernier en Conseil des ministres par Jacques Mellick, le ministre délégué à la Mer. Sur injonction de Bruxelles, qui veut réduire de 40 % en cinq ans - et à partir de 1993 - les capacités de captures européennes, le ministre exige donc une réduction de 100 000 kW (réduction globale des puissances motorisées de la flotille de pêche).

Le gouvernement accompagne en effet ce plan de mesures dites "sociales", qui se rapprochent de celles développées pour d'autres secteurs : pré-retraites pour les plus de cinquante ans, obligation du contrat de travail et non du simple rôle à chaque retour au port pour les matelots, accès au chômage partiel et à un "meilleur" régime de protection sociale pour ces mêmes matelots. Coût de ces mesures : 230 millions de francs, dont l'enveloppe proviendrait pour moitié de la CEE et de la France. Les 115 millions de

francs que l'Etat français doit débloquent proviendront de la ligne budgétaire consacrée initialement à... la construction de nouveaux navires !

Par contre, la grande pêche minotière, dirigée par les multinationales de l'agro-alimentaire comme le groupe Nestlé, et dont l'activité se concentre sur les captures destinées à la farine et à l'alimentation animale de milliards de petits poissons, est en dehors de toute mesure de réduction. Une fois encore, les "petits" pêcheurs sont les premiers visés.

Dès 1988, la CGT a fait des propositions précises visant à mieux gérer les ressources de la mer : la limitation du nombre de chaluts et du nombre de filets par homme embarqué ; la réduction de la longueur des filets ; l'interdiction des chaluts à perche qui labourent les fonds ; l'augmentation des maillages ; la création de zone de cantonnement pendant les périodes de fraie ; la limitation des droits de pêche des retraités ; le repeuplement des fonds marins ; l'interdiction des sorties durant les week-ends ; la surveillance et le contrôle accru par la marine nationale...

## BUDGET DE LA VILLE DE SAINT-NAZAIRE

### Extraits de la déclaration des élus communistes

"Au moment du vote des budgets municipaux, les gens sont préoccupés par le montant des impôts locaux qu'ils vont devoir payer.

C'est un souci bien légitime dans une période où les difficultés s'enracinent, où le pouvoir d'achat stagne ou régresse.

Ce qui pose avec force la nécessité d'une réforme de la fiscalité locale et notamment de la Taxe d'Habitation qui prene en compte le niveau des revenus".

Après avoir montré les transferts de charges et les désengagements de l'état, le groupe communiste intervient sur le volet économique du plan de développement de la ville : "Nous considérons le Plan Global de Développement, non pas comme une substitution aux activités existantes". Il n'y a donc pas, à nos yeux, un passé et un futur, mais un ensemble d'activités... qui se complètent et qui répondent à l'économie d'une région et à des besoins nationaux com-

me la Recherche, l'Aérospatiale ou la Construction Navale.

Les élus communistes enregistrent avec intérêt l'augmentation du produit de la Taxe Professionnelle de ces deux dernières entreprises. Ce qui démontre une reprise de ces activités.

Pour l'Aéronautique, il convient cependant que la chaîne de l'A 321 soit réalisée en France.

Pour la Navale, alors que des chan-

tiers sont réouverts à l'Etranger, cette industrie a de l'avenir en France sur plusieurs sites. Saint-Nazaire et La Ciotat.

Tout en votant le budget, les élus communistes agiront pour que l'Etat donne des moyens nouveaux aux collectivités locales, pour que ces dernières puissent répondre aux besoins des populations sans alourdir leurs charges et pour qu'elles agissent aussi avec nous dans ce sens.